

4 JANVIER 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française pris en application de l'article 321 du décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, notamment l'article 321;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 janvier 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 janvier 98;

Vu le protocole du 22 juin 1998 contenant les conclusions des négociations menées au sein des comités de secteur IX et CII;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 30 juin 1998 sur la demande d'avis du Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 21 octobre 1998 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé, du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales, et du Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 4 janvier 1999,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Des membres du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles de la Communauté française

Section 1e. — Des fonctions de recrutement

Article 1^{er}. Tout membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction de recrutement du personnel auxiliaire d'éducation et affecté à une Haute Ecole de la Communauté française avant le 1^{er} septembre 1996 peut introduire une demande de changement d'affectation vers un établissement d'un autre niveau d'enseignement.

Art. 2. Le membre du personnel visé à l'article 1^{er} qui souhaite obtenir un changement d'affectation aux conditions visées à l'article 48, § 1^{er}, 1^o, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements introduit, par pli recommandé, une demande motivée par des circonstances exceptionnelles auprès du Ministre dans le courant du mois de janvier. Il en adresse copie au président de la commission zonale d'affectation ou, selon le cas, au président de la commission zonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale dans le même délai.

Le membre du personnel visé à l'article 1^{er} qui souhaite obtenir un changement d'affectation aux conditions visées à l'article 48, § 1^{er}, 2^o, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, introduit, par pli recommandé, une demande motivée par des circonstances exceptionnelles auprès du Ministre dans le courant du mois de janvier. Il en adresse copie au président de la commission interzonale d'affectation ou, selon le cas, au président de la commission interzonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale dans le même délai.

Section 2. — Des fonctions de sélection

Art. 3. Tout membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction de sélection du personnel auxiliaire d'éducation et affecté à une Haute Ecole de la Communauté française avant le 1^{er} septembre 1996 peut introduire une demande de changement d'affectation vers un établissement d'un autre niveau d'enseignement.

Art. 4. Le membre du personnel visé à l'article 3 qui souhaite obtenir un changement d'affectation aux conditions visées à l'article 80, § 1^{er}, 1^o, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, introduit, par pli recommandé, une demande motivée par des circonstances exceptionnelles auprès du Ministre, dans le courant du mois de janvier. Il en adresse copie au président de la commission zonale d'affectation ou, selon le cas, au président de la commission zonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale dans le même délai.

Le membre du personnel visé à l'article 3 qui souhaite obtenir un changement d'affectation aux conditions visées à l'article 80, § 1^{er}, 2^o, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, introduit, par pli recommandé, une demande motivée par des circonstances exceptionnelles auprès du Ministre, dans le courant du mois de janvier. Il en adresse copie au président de la commission interzonale d'affectation ou, selon le cas, au président de la commission interzonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale dans le même délai.

CHAPITRE II. — Des membres du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles libres subventionnées

Section 1e. — Des fonctions de recrutement

Art. 5. Tout membre du personnel engagé à titre définitif dans une fonction de recrutement du personnel auxiliaire d'éducation et affecté à une Haute Ecole libre subventionnée avant le 1^{er} septembre 1996, peut introduire une demande de mutation vers un établissement d'un autre niveau d'enseignement.

Art. 6. Le membre du personnel visé à l'article 5 qui souhaite obtenir une mutation aux conditions de l'article 41 du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, introduit, par pli recommandé, une demande auprès du Pouvoir organisateur concerné qui a un emploi vacant à conférer.

Section 2. — Des fonctions de sélection

Art. 7. Tout membre du personnel engagé à titre définitif dans une fonction de sélection du personnel auxiliaire d'éducation et affecté à une Haute Ecole libre subventionnée avant le 1^{er} septembre 1996 peut introduire une demande de mutation vers un établissement d'un autre niveau d'enseignement.

Art. 8. Le membre du personnel visé à l'article 7 qui souhaite obtenir une mutation aux conditions de l'article 49 du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, introduit, par pli recommandé, une demande auprès du Pouvoir organisateur concerné qui a un emploi vacant à conférer.

CHAPITRE III. — *Des membres du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles officielles subventionnées*

Section 1e. — Des fonctions de recrutement

Art. 9. Tout membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction de recrutement du personnel auxiliaire d'éducation et affecté à une Haute Ecole officielle subventionnée avant le 1^{er} septembre 1996 peut introduire une demande de mutation ou de changement d'affectation vers un établissement d'un autre niveau d'enseignement.

Art. 10. Le membre du personnel visé à l'article 9 qui souhaite obtenir une mutation ou un changement d'affectation aux conditions de l'article 29 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, introduit, par pli recommandé, une demande auprès du Pouvoir organisateur concerné qui a un emploi vacant à conférer.

Section 2. — Des fonctions de sélection

Art. 11. Tout membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction de sélection du personnel auxiliaire d'éducation et affecté à une Haute Ecole officielle subventionnée avant le 1^{er} septembre 1996 peut introduire une demande de changement d'affectation vers un établissement d'un autre niveau d'enseignement.

Art. 12. Le membre du personnel visé à l'article 11 qui souhaite obtenir un changement d'affectation aux conditions de l'article 38 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, introduit, par pli recommandé, une demande auprès du Pouvoir organisateur concerné qui a un emploi vacant à conférer.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

Art. 14. La Ministre-Présidente chargée de l'Education, le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 janvier 1999.

La Ministre-Présidente chargée de l'Education,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
W. ANCIEN

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

—
VERTALING

N. 99 — 1068

[S - C - 99/29135]

4 JANUARI 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap genomen met toepassing van artikel 321 van het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 321;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 januari 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 19 januari 1998;

Gelet op het protocol van 22 juni 1998 waarin de conclusies van de onderhandelingen binnen de comités van de sectoren IX en CII vervat zijn;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 juni 1998 omtrent de aanvraag om advies door de Raad van State binnen maximum één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 21 oktober 1998, met toepassing van artikel 84, lid 1, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector, de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie, van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen en van de Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 4 januari 1999,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *De leden van het opvoedend hulppersoneel van de Hogescholen van de Franse Gemeenschap*

Afdeling 1. — *Wervingsambten*

Artikel 1. Ieder personeelslid dat vastbenoemd was in een wervingsambt van het opvoedend hulppersoneel en aangewezen werd voor een Hogeschool van de Franse Gemeenschap vóór 1 september 1996 kan een aanvraag tot verandering van aanwijzing voor een inrichting van een ander onderwijsniveau indienen.

Art. 2. Ieder bij artikel 1 bedoeld personeelslid dat wenst een verandering van aanwijzing te bekomen binnen de voorwaarden bedoeld bij artikel 48, § 1, 1°, van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast

is met het toezicht op deze inrichtingen, dient, per aangetekende brief, een aanvraag in wegens uitzonderlijke omstandigheden bij de Minister gedurende de maand januari. Hij stuurt er afschrift van naar de voorzitter van de zonale aanstellingscommissie of, naargelang het geval, naar de voorzitter van de zonale aanstellingscommissie voor het onderwijs voor sociale promotie binnen dezelfde termijn.

Ieder bij artikel 1 bedoeld personeelslid, dat wenst een verandering van aanwijzing te bekomen onder de voorwaarden bedoeld bij artikel 48, § 1, 2°, van het bovenvermelde koninklijk besluit van 22 maart 1969, dient, per aangetekende brief, een aanvraag om uitzonderlijke redenen bij de Minister gedurende de maand januari. Hij stuurt er afschrift van naar de voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie of, naargelang het geval, naar de voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie voor het onderwijs voor sociale promotie binnen dezelfde termijn.

Afdeling 2. — Selectieambten

Art. 3. Ieder personeelslid dat vastbenoemd is in een selectieambt van het opvoedend hulppersoneel en dat aangewezen werd voor een Hogeschool van de Franse Gemeenschap vóór 1 september 1996, kan een aanvraag tot verandering van aanwijzing voor een inrichting van een ander onderwijsniveau indienen.

Art. 4. Het bij artikel 3 bedoeld personeelslid dat een verandering van aanwijzing wenst te bekomen krachtens artikel 80, § 1, 1°, van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, dient, via een aangetekende brief, een aanvraag in wegens uitzonderlijke omstandigheden bij de Minister gedurende de maand januari. Hij stuurt er afschrift van naar de voorzitter van de zonale aanstellingscommissie of, naargelang het geval, naar de voorzitter van de zonale aanstellingscommissie voor het onderwijs voor sociale promotie binnen dezelfde termijn.

Het bij artikel 3 bedoeld personeelslid dat een verandering van aanwijzing wenst te bekomen krachtens artikel 80, § 1, 2°, van het bovenvermelde koninklijk besluit van 22 maart 1969, dient, via een aangetekende brief, een aanvraag in wegens uitzonderlijke omstandigheden bij de Minister gedurende de maand januari. Hij stuurt er afschrift van naar de voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie of, naargelang het geval, naar de voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie voor het onderwijs voor sociale promotie binnen dezelfde termijn.

HOOFDSTUK II. — De leden van het opvoedend hulppersoneel van de gesubsidieerde vrije Hogescholen

Afdeling 1. — Wervingsambten

Art. 5. Ieder personeelslid dat in vast verband aangeworven werd in een wervingsambt van het opvoedend hulppersoneel en dat aangewezen werd voor een gesubsidieerde vrije Hogeschool vóór 1 september 1996, kan een aanvraag tot overplaatsing naar een inrichting van een ander onderwijsniveau indienen.

Art. 6. Het bij artikel 5 bedoeld personeelslid dat wenst een overplaatsing te bekomen onder de voorwaarden van artikel 41 van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, dient, per aangetekende brief, een aanvraag in bij de betrokken Inrichtende Macht die een te begeven vacante betrekking heeft.

Afdeling 2. — Selectieambten

Art. 7. Ieder personeelslid dat in vast verband aangeworven werd in een selectieambt van het opvoedend hulppersoneel en dat aangewezen werd voor een gesubsidieerde vrije Hogeschool vóór 1 september 1996, kan een aanvraag tot overplaatsing naar een inrichting van een ander onderwijsniveau indienen.

Art. 8. Het bij artikel 7 bedoeld personeelslid dat wenst een overplaatsing te bekomen onder de voorwaarden van artikel 49 van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, dient, per aangetekende brief, een aanvraag in bij de betrokken Inrichtende Macht die een te begeven vacante betrekking heeft.

HOOFDSTUK III. — De leden van het opvoedend hulppersoneel van de gesubsidieerde officiële Hogescholen

Afdeling 1. — Wervingsambten

Art. 9. Ieder personeelslid dat in vast verband aangeworven werd in een wervingsambt van het opvoedend hulppersoneel en dat aangewezen werd voor een gesubsidieerde officiële Hogeschool vóór 1 september 1996, kan een aanvraag tot overplaatsing naar of tot verandering van aanwijzing voor een inrichting van een ander onderwijsniveau indienen.

Art. 10. Het bij artikel 9 bedoeld personeelslid dat wenst een overplaatsing of een verandering van aanwijzing te bekomen onder de voorwaarden van artikel 29 van het decreet van 6 juni 1994 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs, dient, per aangetekende brief, een aanvraag in bij de betrokken Inrichtende Macht die een te begeven vacante betrekking heeft.

Afdeling 2. — Selectieambten

Art. 11. Ieder personeelslid dat in vast verband aangeworven werd in een selectieambt van het opvoedend hulppersoneel en dat aangewezen werd voor een gesubsidieerde officiële Hogeschool vóór 1 september 1996, kan een aanvraag tot verandering van aanwijzing voor een inrichting van een ander onderwijsniveau indienen.

Art. 12. Het bij artikel 11 bedoeld personeelslid dat wenst een verandering van aanwijzing te bekomen onder de voorwaarden van artikel 38 van het decreet van 6 juni 1994 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs, dient, per aangetekende brief, een aanvraag in bij de betrokken Inrichtende Macht die een te begeven vacante betrekking heeft.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1999.

Art. 14. De Minister- Voorzitter, belast met het onderwijs, de Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek en de Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken, zijn belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 4 januari 1999.

De Minister-Voorzitter belast met het Onderwijs,
Mevr. L. ONKELINX
De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
W. ANCIEN
De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE



F. 99 — 1069

[S - C - 99/29127]

25 JANVIER 1999. — Arrêté de Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 juin 1998 fixant les échelles de traitement des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, notamment l'article 65;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 juin 1998 fixant les échelles de traitement des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française;

Vu le Protocole du Comité des Services publics provinciaux et locaux, section II;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 septembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 octobre 1998;

Sur la proposition du Ministre ayant l'enseignement artistique à horaire réduit dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 4 janvier 1999,

Arrête :

Article 1^{er}. A partir du 1^{er} septembre 2005, l'article 2, 4^o, a, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 juin 1998 fixant les échelles de traitement des membres du personnel directeur et enseignant, et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, est remplacé par la disposition suivante :

« a. porteur du diplôme d'instituteur primaire, d'instituteur maternel, d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, d'éducateur délivré par un établissement d'enseignement supérieur pédagogique de type court et de plein exercice ou à l'issue d'une section « éducateurs spécialisés » organisée par l'enseignement supérieur pédagogique ou social de promotion sociale de type court, de conseiller social, d'assistant social ou de candidat délivré par une université belge ou par un établissement y habilité par la loi : échelle 216 visée au 3^o. »

Art. 2. Entre le 1^{er} septembre 1999 et le 31 août 2005, les membres du personnel visés à l'article 2, 4^o, a, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 juin 1998 précité bénéficient d'une augmentation de traitement fixée comme suit :

1^o pour la période du 1^{er} septembre 1999 au 31 août 2000, 10 % de la différence entre l'échelle de traitement attribuée à la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et l'échelle de traitement attribuée en vertu de l'article 1^{er} du présent arrêté;

2^o pour la période du 1^{er} septembre 2000 au 31 août 2001, 20 % de la différence entre l'échelle de traitement attribuée à la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et l'échelle de traitement attribuée en vertu de l'article 1^{er} du présent arrêté;

3^o pour la période du 1^{er} septembre 2001 au 31 août 2002, 30 % de la différence entre l'échelle de traitement attribuée à la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et l'échelle de traitement attribuée en vertu de l'article 1^{er} du présent arrêté;

4^o pour la période du 1^{er} septembre 2002 au 31 août 2003, 47,5 % de la différence entre l'échelle de traitement attribuée à la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et l'échelle de traitement attribuée en vertu de l'article 1^{er} du présent arrêté;

5^o pour la période du 1^{er} septembre 2003 au 31 août 2004, 65 % de la différence entre l'échelle de traitement attribuée à la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et l'échelle de traitement attribuée en vertu de l'article 1^{er} du présent arrêté;

6^o pour la période du 1^{er} septembre 2004 au 31 août 2005, 82,5 % de la différence entre l'échelle de traitement attribuée à la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et l'échelle de traitement attribuée en vertu de l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Le Ministre ayant l'enseignement artistique à horaire réduit dans ses attributions est chargé de l'application du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 janvier 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre ayant l'enseignement artistique à horaire réduit dans ses attributions,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE